

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**(CCAP N° DRIEAT-DIRIF-SGPR-DC-DRIEAT-DIRIF-SGPR-
MAPA-26-006)**

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)
Direction des routes d'Île-de-France (DIRIF)

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le
Préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023.

Objet du marché

***Réhabilitation de la bretelle d'autoroute 8b (RN12W vers Paris) dans le
Département des Yvelines, entre Montigny-le-Bretonneux et Versailles (78) -
Phase 1***

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

	Pages
ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
1.1 Objet du marché.....	6
1.2 Lieux d'exécution :.....	6
1.3 Décomposition en tranches et en lots.....	6
1.4 Intervenants et forme des notifications.....	6
1.5 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	10
1.6 Contrôle des coûts de revient.....	10
1.7 Dispositions générales.....	10
1.8 Clauses de réexamen du marché public.....	15
1.9 Ordres de service.....	15
1.10 Propriété intellectuelle.....	15
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	16
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
3.1 Tranche(s) optionnelle(s).....	17
3.2 Contenu du prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	17
3.3 Variation dans les prix.....	21
3.4 Modalités particulières de paiement.....	24
3.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	25
3.6 Augmentation du montant des travaux.....	25
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	26
4.1 Durée du marché.....	26
4.2 Délais d'exécution.....	26
4.3 Prolongation des délais d'exécution.....	27
ARTICLE 5. PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	27
5.1 Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	27
5.2 Autres pénalités.....	28
5.3 Cumul des pénalités.....	35
ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	35
6.1 Retenue de garantie.....	35
6.2 Avances.....	35

ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	36
7.1 Provenance des matériaux et produits.....	36
7.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	37
7.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	37
7.4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	37
ARTICLE 8. Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages	38
8.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	38
8.2 Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	38
8.3 Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	38
8.4 Piquetage général.....	38
8.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	39
ARTICLE 9. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX....	39
9.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	39
9.2 Études d'exécution des ouvrages.....	40
9.3 Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	41
9.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	41
9.5 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	44
9.6 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	44
9.7 Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	44
9.8 Conditions d'intervention.....	45
9.9 Registre de chantier.....	45
ARTICLE 10. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	45
10.1 Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	45
10.2 9-2. Réception.....	46
10.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	46
10.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	47
10.5 Documents fournis après exécution.....	47
10.6 Délai de garantie.....	47
10.7 Garanties particulières.....	47
ARTICLE 11. RÉSILIATION.....	48
ARTICLE 12. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	49
12.1 L'éligibilité des publics dans la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale.....	49
12.2 Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution du marché.....	50
12.3 Les modalités de l'insertion.....	50

12.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion....	51
12.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	51
12.6 La globalisation des heures d'insertion.....	52
ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	53

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document :

Le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP

Le cahier des clauses administratives particulières est désigné par l'abréviation CCAP

Le cahier des clauses administratives générales est désigné par l'abréviation CCAG

Le cahier des clauses techniques particulières est désigné par l'abréviation CCTP

Le cahier des clauses techniques générales est désigné par l'abréviation CCTG

L'Ordre de service est désigné par l'abréviation OS

Le CCAG auquel il est fait référence est le CCAG Travaux en vigueur à la date de publication du présent marché.

ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché public a pour objet la réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12 vers l'A12, y compris la bande d'arrêt d'urgence (BAU).

Les principaux travaux concernent :

- La reprise de la couche d'assise, de liaison et de roulement ;
- La reprise de la couche de roulement uniquement sur la voie d'insertion de la bretelle 8c sur la 8b ;
- Le remplacement des dispositifs de retenus ;
- Le remplacement en lieu et place de canalisations PVC DN 315 mm par des nouvelles canalisations en PVC CR 16 315 mm ;
- L'élagage et le nettoyage des espèces végétales envahissantes sur la BDG, la BDD ainsi qu'au niveau du divergeant (en espace vert) situé au niveau de l'insertion de la bretelle 8c.

1.2 Lieux d'exécution :

Les prestations sont localisées dans le Département des Yvelines (78) à proximité de la commune de Versailles et Montigny-le-Bretonneux.

Les prestations sont réalisées sur la bretelle 8b de la RN12 du réseau routier national non concédée.

1.3 Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché n'est pas alloti. Il n'est pas fractionné en tranches.

1.4 Intervenants et forme des notifications

1.4.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction des Routes Île-de-France

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, par le Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR), pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 12.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 13.2.2)

- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 13.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 13.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du Code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1.4.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article I.9.3. ci-après.

À cet effet, le titulaire pourra utiliser le Formulaire DC4 téléchargeable sur le site

<http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

De par la loi, le sous-traitant bénéficie du paiement direct, à compter d'un montant sous-traité de 600,00 € TTC. Il joint dans son dossier de demande d'agrément, un RIB et le pouvoir du signataire du DC4 et communique le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (numéro SIREN).

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont accompagnées d'une liste de travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années par les sous-traitants, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants (ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin), de l'indication des titres d'études et professionnels des sous-traitants et d'une déclaration indiquant les effectifs et moyens annuels des sous-traitants et l'importance du personnel de l'encadrement, pour chacune des 3 dernières années, ainsi que l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont les sous-traitants disposent pour la réalisation de marchés de même nature.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont envoyées au représentant du pouvoir adjudicateur, une copie étant mise au maître d'œuvre.

Le délai de 21 jours évoqués à l'article R. 2193-4 du CCP relatif aux marchés publics démarre à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur d'une demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement complète. Toute demande incomplète ne pourra faire l'objet d'une acceptation tacite de la part du représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de l'acte spécial ou du DC4, par le maître d'ouvrage vaut notification au titulaire de l'acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

1.4.3 Conduite d'opération

Sans objet.

1.4.4 Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par le Département des politiques et Techniques Routières (DPTR) du Service de la Gestion patrimoniale du Réseau (SGPR) :

Direction des Routes Île-de-France
Département des Politiques et des Techniques Routières
35 rue de Noailles
Bâtiment B2
78000 Versailles

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communication du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

1.4.5 Assistance à maîtrise d'ouvrage

Pour la conduite du présent marché, le maître d'ouvrage est appuyé par les intervenants du contrôle extérieur mandatés pour la conduite des essais afférents.

1.4.6 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par un prestataire du maître d'ouvrage, désigné dans le présent marché sous le nom de coordonnateur SPS.

1.4.7 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Cette mission est assurée par le maître d'œuvre.

1.4.8 Autres intervenants

Les exploitants routiers du secteur de l'échangeur entre la RN12 et l'A12 et des réseaux adjacents sont, d'une part :

DiRIF/ AGER Ouest/ UER de Nanterre-Boulogne/ CEI de Rocquencourt
NATIONALE 186-A13 TRIANGLE DE ROCQUENCOURT
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

; d'autre part :

DiRIF/ AGER Ouest/ UER de Jouy-en-Josas/ CEI de Jouy-en-Josas/Plaisir
1 Rue Etienne de Jouy
78350 JOUY-EN-JOSAS

1.4.9 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses courriels indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations objet du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire), via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE, ou par courriel.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans les 24 h à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai(s), celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de la réception de l'accusé de réception du destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

S'il y a utilisation des fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation de l'acheteur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges, par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du maître d'ouvrage ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou trans-

missions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

1.5 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.5.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 5.2.13. du présent CCAP.

1.5.2 Sites sensibles

Sans objet.

1.5.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 5.2.14 du présent CCAP.

1.6 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1.7 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à compter de la notification du marché, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.7.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11

du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.7.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 5.2.12 du présent CCAP.

1.7.3 Responsabilités et Assurances

1.7.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

1.7.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : **4 500 000 € par sinistre** ;
- dommages matériels et/ou immatériels : **750 000 € par sinistre**.

1.7.3.3 Assurance de responsabilité civile décennale

L'article 8 du CCAG Travaux prend en compte les dispositions du Code des Assurances : l'assurance décennale n'est pas obligatoire pour les ouvrages de génie civil. Par dérogation à cet article, le titulaire du marché déclare avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1.7.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.7.4 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.7.5 Clauses sociales et environnementales

1.7.5.1 Clauses sociales

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 12 ci-après et également à l'article 5 de l'acte d'engagement.

1.7.5.2 Clauses environnementales

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la gestion des déchets et la qualité environnementale des matériaux et des procédés de fabrication, constitutives de conditions d'exécution.

Il s'agit notamment des clauses suivantes :

- Établissement d'un SOPRE (Schéma d'Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement) et de sa composante SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets)
- Établissement d'un Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serres (BEGES)

1.7.6 Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1.8 Clauses de réexamen du marché public

Sans objet.

1.9 Ordres de service

L'ordre de service (OS) est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

1.10 Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières

- ◆ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- ◆ Le CCAP et ses annexes éventuelles, **dans la version arrêtée au stade de l'invitation à remettre une offre finale**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- ◆ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), **dans la version arrêtée au stade de l'invitation à remettre une offre finale**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- ◆ Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- ◆ Le détail estimatif (DE) ;
- ◆ Les sous-détail des prix unitaires (SDP) n° 107, 300, 400, 500, 600, 701-a jusqu'à 701-d et 702;
- ◆ Les décompositions des prix forfaitaires (DPF) n° 101 à 106, 200 et 701-e;
- ◆ Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- ◆ Le Schéma d'Organisation de Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) et Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) ;

B – Pièces générales

Les documents applicables sont :

- ◆ Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- ◆ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3.3. du présent CCAP ;
- ◆ Les différents fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) en vigueur à la date de réalisation des travaux.
- ◆ Le Manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire édité par le CEREMA, dans sa version à jour (<http://www.cerema.fr/>) ;
- ◆ Les textes réglementaires et les recommandations concernant les signalisations de chantier provisoire et définitive, édités par le Ministère de l'Équipement et la DTecITM (anciennement SETRA) ;
- ◆ Les normes en vigueur, guides, notes techniques et recommandations ministérielles visées au CCTP.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES **VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

3.1 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet

3.2 Contenu du prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.2.1 Contenu du prix global et forfaitaire

Les prix du marché sont hors TVA et en euro. Ils sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché, à savoir :

- ◆ en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché ainsi que des conditions et sujétions d'exécution rappelées ou présentées ci-après :
- ◆ en tenant compte du délai et de la période de réalisation contrainte des travaux, définie à l'article 3 de l'acte d'engagement et précisée à l'article 4 du présent CCAP. Durant cette période, les emprises du RRN sont mises à la disposition du candidat qui organise librement les modalités des réalisations des travaux (jour, nuit, week-end...) pour garantir le respect des délais de son offre ;
- ◆ en tenant compte des modalités d'exploitation sous chantier proposées pour l'exécution des travaux, ainsi que des contraintes de phasages, qui relèvent de la responsabilité de l'entreprise ;
- ◆ En tenant compte des frais inhérents à la mise en œuvre des mesures d'exploitation sous chantier, qu'elles soient temporaires ou permanente ainsi qu'à la mise en œuvre des fermetures de voies et déviation associées ;
- ◆ En tenant compte de toutes les fournitures de matériaux nécessaires à la réalisation des travaux ;
- ◆ en tenant compte de tous les frais de main d'œuvre et de matériel quelles que soient les cadences et les conditions réelles d'exécution ;
- ◆ en tenant compte des frais résultant de la présence du titulaire ou de son représentant aux réunions de chantier pendant la durée des travaux, auxquels il sera convoqué par le maître d'œuvre ;
- ◆ en tenant compte des sujétions prévues au PGCSPPS, des éventuels arrêts de chantiers par le maître d'œuvre suite aux injonctions du coordonnateur pour des causes liées à la sécurité des personnes travaillant sur le chantier ;
- ◆ en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;

- ◆ en tenant compte des dépenses pour la mise en œuvre de la protection de l'environnement en application du SOPRE remis à l'appui de l'offre et des mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;
- ◆ en tenant compte des dépenses liées aux mesures prises en application du SOPAQ et du PAQ, notamment celles engagées pour la réalisation des essais, des contrôles et des épreuves prévues par les pièces générales et les pièces particulières du marché ;
- ◆ en tenant compte des sujétions liées aux points d'arrêt et points critiques pour les contrôles ordonnés par le maître d'œuvre, ou proposées par le titulaire, et toutes les gênes éventuellement dues à ces points d'arrêt ;
- ◆ en tenant compte des sujétions d'exploitation et sur les voies publiques et sous circulation autoroutière ;
- ◆ en tenant compte des déviations et des adaptations nécessaires ;
- ◆ en tenant compte de l'entretien des zones de chantier et des voiries adjacentes, le cas échéant, tout défaut d'entretien, dégradation ou souillement constaté par le maître d'œuvre et faisant appel à une intervention immédiate par des services extérieurs au chantier pourra être facturé au titulaire ;
- ◆ en tenant compte des mesures visant à assurer la propreté du chantier et de ses abords ;
- ◆ en tenant compte des frais résultant de l'exécution des ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation des travaux même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix, tels que les ouvrages nécessaires au bon écoulement des eaux et à la transparence hydraulique du chantier ;
- ◆ en tenant compte des sujétions de l'itinéraire qui sera imposé pour le transport et les accès du chantier quelle qu'en soit la cause ;
- ◆ en tenant compte des cas de vol, perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages du titulaire ou des ouvrages ou partie d'ouvrages réalisés, les frais résultant des remplacements et remises en état incombent au titulaire ayant la garde des ouvrages touchés, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître d'ouvrage ou à une prolongation des délais d'exécution des travaux ;
- ◆ en tenant compte de la réfection de tout désordre sur l'existant, occasionné par le chantier et constaté par le maître d'œuvre – Les réparations qui seraient une conséquence d'un manque de protection des ouvrages seront exécutées au frais du titulaire.
- ◆ en tenant compte de toutes sujétions dues au travail à proximité ou à partir de la voie circulée, y compris signalisation temporaire du chantier, dispositifs de retenue provisoires, maintien des circulations piétonnes et routières sur les ouvrages existants ;
- ◆ en tenant compte des emprises des travaux, et de la nature des terrains ;
- ◆ en tenant compte des frais liés à la conservation des divers réseaux concessionnaires en place ;
- ◆ en tenant compte des frais liés à la période de préparation ;

- ◆ en tenant compte des frais liés aux contrôles intérieur et extérieur ;
- ◆ En tenant compte des sujétions d'exécution liées aux problèmes de circulation et aux mesures d'exploitation du réseau ; en particulier l'exploitant pourra interrompre les travaux sans avertissement ni indemnité dès lors que les conditions de sécurité des usagers ou agent ou ouvriers paraîtront insuffisantes (brouillard, pluie...) ;
- ◆ En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.8 ci-après ;
- ◆ En tenant compte de toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux du présent marché ;
- ◆ En tenant compte du nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles ;
- ◆ En tenant compte des frais inhérents à la remise en état des lieux.

3.2.2 Connaissance de l'état des lieux et des conditions de site

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'état des lieux et des conditions de site avant signature du marché et avoir pris en compte dans ses prix les sujétions qu'elles lui créent.

3.2.3 Prestations exécutées à titre gratuit par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Le maître d'ouvrage s'engage dans la mise à disposition de l'infrastructure pour les seuls besoins du marché, sans intervention tierce ou concomitante.

3.2.4 Prix nouveaux

Seule la demande d'exécution d'une prestation supplémentaire, non identifiée dans le périmètre des prestations objet du présent marché et ne résultant pas d'une prestation indispensable et nécessaire à la bonne exécution des travaux.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du représentant du pouvoir adjudicateur ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG. Le titulaire est tenu d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché.

3.2.5 Modalités de règlement comptes

Par dérogation aux articles 11 et 12 du CCAG, les paiements se feront sur facture.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglés présentation de chaque demande de paiement par le titulaire (factures) dans les conditions fixées par l'article 3.4 du présent CCAP.

Les prestations sont réglées sur la base du prix global et forfaitaire indiqué par le titulaire à l'acte d'engagement. Ce prix est rémunéré en deux (2) fractions :

- 80 % à l'achèvement du chantier, payé en une seule fraction ;
- 20 % à la réception du chantier, après remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) complet, incluant l'ensemble des résultats et essais concluants attendus (uni, adhérence...), payé en une seule fraction.

La demande de paiement est adressée au représentant du pouvoir adjudicateur à l'avancement des prestations. La demande de paiement établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement du marché.

Il est précisé que les paiements se feront qu'après service fait.

Pour toute demande de paiement, le prestataire devra avoir transmis avant la mise en paiement des factures un document de synthèse afférent à la constatation de l'avancement du chantier.

La dépose de la facture se fera une fois ce document de synthèse validé et le service fait signé contradictoirement.

Toute facture déposée sans constatation de la prestation pourra faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement qui sera notifiée par OS.

Le délai de paiement pourra être suspendu par demande de règlement de la personne publique. Cette suspension sera notifiée au titulaire, et précisera les raisons imputables au titulaire, qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à remise de la totalité des justificatifs réclamés.

À compter de la réception des justificatifs, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Il n'y a pas de décompte du type marché de travaux.

3.2.6 Modalités de transmission et de paiement

3.2.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

via les paramètres suivant :

- Le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- les références du compte bancaire sur lequel le virement sera réalisé. Si le compte bancaire est différent de celui indiqué dans l'AE du marché, il sera nécessaire de réaliser un avenant ;
- l'éventuelle avance payée ou facturée ;
- la variation des prix ;
- les parties déjà facturées ;
- l'éventuelle partie due aux sous-traitants.

3.2.6.2 Modalités et délais global de paiement

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de celle-ci sur Chorus-pro.

Le délai global de paiement des avances, factures, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2.7 Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3.2.8 Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités définies ci-après :

Mois d'établissement du prix :

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

Choix de l'index de référence :

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP01	Index général TP
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
DRR02	Fourniture et pose de dispositif de retenue de route
TSH	Produits de marquage routier

Ces index sont publiés sur le site de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/>

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP01	Séries 100 et 200 - Prix 301,302, 303, 304, 307, 308 Prix 401, 402, 403, 404, 408 Série 400, série 500, série 600. prix 702-a, 702-b, 702-c 702-d, 702-e, 702-f
TP09	Prix 305, 306-a, 306-b, 306-c
DRR02	Prix 405, 406, 407
TSH	Prix 701-a, 701-b, 701-c, 701-d, 701-2

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

3.3.1 Modalité d'actualisation des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule:

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

Avec I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix (m_0) ;
 I_{d-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement du délai d'exécution des travaux (hors période de préparation) objet du présent marché moins 3 mois.

L'entreprise devra intégrer le coefficient d'actualisation applicable au prix global dans chaque facture.

Le coefficient d'actualisation C_n est appliqué pour l'ensemble du marché, sur la base de la valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement du délai d'exécution des travaux (hors période de préparation) moins 3 mois.

Aucune actualisation ne sera calculée d'office par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

3.3.2 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3.4 Modalités particulières de paiement

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3.5 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative non identifiée dans le périmètre des prestations objet du présent marché et ne résultant pas d'une prestation indispensable et nécessaire à la bonne exécution des travaux dans les règles de l'art fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3.6 Augmentation du montant des travaux

En dehors du cas des prestations supplémentaires ou modificatives non identifiées dans le périmètre des prestations objet du présent marché et ne résultant pas d'une prestation indispensable et nécessaire à la bonne exécution des travaux dans les règles de l'art, l'entrepreneur ne peut solliciter du maître d'ouvrage une augmentation du prix initialement convenu.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 du CCAG et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans une décision de poursuivre avec le montant contractuel inchangé, ou avec un avenant, avec notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 du CCAG le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1 Durée du marché

Le marché prend fin à la date de réception définitive des travaux par l'acheteur, toute réserve levée.

4.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le marché intègre une période de préparation d'une durée prévisionnelle de 2 mois.

Le marché fait l'objet d'une période d'exécution des travaux contrainte, du fait des contraintes inhérentes à la programmation des fermetures d'axes sur le réseau routier national francilien.

Par conséquent, les travaux objet du présent marché seront nécessairement exécutés sur la période du lundi 27 juillet 2026 (à partir de 6 h 00) au vendredi 21 août 2026 (jusqu'à 18 h 00) soit une période de 26 jours calendaires.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de décaler la période d'exécution des travaux à l'été 2027, sur une durée équivalente, sans que le Titulaire ne puisse faire valoir de demande d'indemnisation, ni réclamer pour quelque préjudice que ce soit, sachant que les prix sont actualisables.

Dans ce cas :

- le décalage de la période de réalisation sera notifié au moins 30 jours avant la date de démarrage définie à l'acte d'engagement.**
- la nouvelle période de réalisation des travaux sera notifiée par ordre de service au moins 30 jours avant la nouvelle date de démarrage.**

Le délai de la période de préparation sera notifiée par un ordre de service.

Le délai d'exécution s'entend comme la période entre la date fixée dans l'ordre de service qui vaut ordre de commencer les travaux et la date d'achèvement des travaux.

Les dispositions relatives à la période de préparation sont décrites à l'article 9 du présent CCAP.

4.3 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG, il n'est pas fixé de nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles. Celui-ci est réputé intégré dans la durée de fermeture.

- Quand le maître d'œuvre interrompra les travaux en raison de conditions météorologiques de nature à compromettre la sécurité des usagers ou des ouvriers en charge des travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'autant.
- Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5. PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

5.1 Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

5.1.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de :

- **6 000 € HT par tranche de 24h**, dans le cas où les travaux n'excèdent pas le délai d'exécution maximum fixé pour la réalisation des travaux dans le dossier de consultation des entreprises
- **15 000 € HT par tranche de 24h**, en cas de dépassement du délai d'exécution maximum fixé pour la réalisation des travaux dans le dossier de consultation des entreprises

Ces pénalités sont cumulables entre elles.

La pénalité est appliquée par tranche de 24h dès la première heure de dépassement du délai constatée.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

5.1.2 Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

5.1.3 Primes d'avance

Sans objet.

5.2 Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception des articles 5.2.6 et 5.2.15 du CCAP qui feront l'objet d'une mise en demeure.

5.2.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

5.2.2 Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents à fournir après exécution (Dossier des Ouvrages Exécutés – DOE- ; Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serres - BEGES -, etc.), le titulaire encoure une pénalité journalière fixée à **300 €**.

5.2.3 Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non remise des documents nécessaires à l'exécution du marché dans les délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **250 €**.

En cas de retard dans la fourniture du PAQ et/ou du PRE, le titulaire encoure une pénalité journalière de **100 €** par document.

5.2.4 Pénalité pour non-respect des engagements et dispositions relative à l'assurance de la qualité

- En cas de non-exécution du contrôle intérieur, le titulaire encourt une pénalité de **250 € par constatation**.
- En cas d'exécution de travaux sans fourniture d'une procédure ou ne figurant pas sur le planning prévisionnel de travaux actualisé, le titulaire encourt une pénalité de **250 € par constatation**.
- En cas d'exécution de travaux alors que le point d'arrêt précédent n'a pas été levé par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une pénalité de **250 € par constatation**.

Même dans le cas de l'application de ces pénalités, les prestations ci-dessus restent dues.

5.2.5 Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par absence.

5.2.6 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

Le titulaire encourt une **pénalité de 50 € par jour ouvré de retard** à compter de la demande restée sans effet par le maître d'ouvrage pour non-présentation du projet d'insertion, ceci est également valable en cas de sous-traitance.

L'absence ou le refus de transmission des renseignements de nature à permettre le contrôle de l'exécution de l'action entraînera l'application d'une **pénalité de 75 € par jour ouvré** de retard.

En cas de non-réalisation des heures d'insertion imputable à l'attributaire du marché, il sera appliqué au titulaire une **pénalité de 500 € HT par heure d'insertion non réalisée**.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, ainsi qu'en cas de non remise du tableau récapitulatif selon les modalités définies ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité de **500 € HT** par document et par jour ouvré, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

5.2.7 Non-respect des clauses environnementales et infraction au SOPRE

1 – Non-respect du SOPRE, du PRE ou du SOGED – Dispositions spécifiques

En cas de non-respect des dispositions définies par le SOPRE le PRE le SOGED, – Dispositions spécifiques, le titulaire encourt une pénalité de **500 € HT** par infraction constatée.

2 – Non remise du BEGES / Bilan carbone en fin de chantier

En cas de non remise du BEGES / Bilan carbone en fin de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **5 000 € HT**

5.2.8 Pénalités pour signalisation de chantier non réglementaire

1 - Mise en œuvre du balisage de chantier

Les travaux ne pourront pas commencer tant que le maître d'œuvre n'a pas levé le point d'arrêt et que la signalisation temporaire n'est pas conforme.

2 - Signalisation sur chantier

En cas de non-respect des obligations listées à l'article 9.4.4 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de **500 € par obligations manquantes**.

5.2.9 Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives aux couches d'accrochages

Si à l'issue des contrôles des dosages des couches d'accrochage, les spécifications définies au CCTP ne sont pas obtenues, il sera fait application des modalités suivantes :

- **Si l'étendue des valeurs est supérieure à 50g/m² et que le titulaire n'a pas remis immédiatement en conformité le matériel avant application des enrobés, une réfaction de prix correspondant à 20 % des coûts liés à la fourniture et à la mise en œuvre de la couche d'accrochage sera appliquée à la surface d'enrobé appliquée. Aucune prolongation de délai n'est accordée au titulaire pour la remise en état du matériel.**
- **Si la moyenne de valeurs est inférieure de +50g/m², et sans remise en conformité du dosage appliqué avant application des enrobés, les enrobés ne seront pas acceptés. Les enrobés seront refusés pour le tonnage concerné. Le titulaire aura à sa charge, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, la reprise des travaux concernés y compris les frais liés à l'exploitation du chantier.**

5.2.10 Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives aux travaux d'enrobés

Lorsque les contrôles extérieurs du maître d'ouvrage sont conduits, en parallèle des contrôles réalisés par l'entreprise, seuls les résultats du contrôle extérieurs feront foi pour la mise en œuvre des mesures décrites dans cet article.

Toutes les pénalités décrites sont cumulables.

Les spécifications à respecter, les lots de contrôles et les modalités de contrôle, de même que les seuils de tolérance et de refus sont définis au CCTP.

Principe général d'application des pénalités pour imperfection technique :

Pour être conformes, les lots de contrôles et les produits doivent répondre aux normes et aux spécifications fixées par le CCTP du présent marché. Lorsque les mesures dépassent les seuils de tolérance définis dans le CCTP, le produit n'est pas conforme, mais il peut être toléré par la DiRiF moyennant l'application des pénalités financières (P en € HT) définies ci-après.

Dans tous les cas, le titulaire pourra proposer des travaux de reprises de façon à éviter d'être pénalisé et une nouvelle réception s'imposera. La réalisation de ces reprises sera soumise à l'acceptation du maître d'œuvre. Les travaux correspondant ainsi que leur réception seront effectués à la charge de l'entreprise.

Le CCTP définit les conditions d'application des seuils de refus. Lorsque les mesures dépassent le seuil de refus sur un ou plusieurs points de contrôle, le lot de contrôle pourra être refusé par la DiRiF.

Le coût des reprises est alors totalement à la charge du titulaire, qui assume également la charge de toutes les prestations inhérentes aux reprises telles que les frais liés à l'exploitation du chantier, à la reprise de la signalisation horizontale, etc.

1 - Recomposition des enrobés

Si à l'issue des contrôles de conformité de la reconstitution des enrobés, les spécifications prescrites au CCTP ne sont pas obtenues, il sera fait application des pénalités suivantes, étant entendu que les réfections de prix sont cumulables :

- Teneur en liant

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 50 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné.

- Passant à 0,063 mm

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 20 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné.

- Passant à 2 mm

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 20 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné.

- Passant à 4 mm ou à 6mm ou à D

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 10 % du montant HT sera appliquée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-values associées.

2 – Épaisseurs de mise en œuvre

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 30 % du montant HT sera appliquée pour la surface concernée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné.

3 – Pourcentage de vides

Si le lot est non conforme mais que le seuil de refus n'a pas été atteint (seuil de tolérance dépassé), une réfaction de prix égale à 30 % du montant HT sera appliquée pour la surface concernée sur les prix des fournitures et mise en œuvre du tonnage concerné et des plus-values associées ;

4 – Macrotexture

Les clauses du CCTP s'appliquent.

5 - UNI longitudinal

Les clauses du CCTP s'appliquent.

6 – Flaches : Contrôle transversal / Contrôle longitudinal

En cas de non-respect des tolérances fixées au fascicule 27 du CCTG, il est appliqué une pénalité sur la surface concernée par l'irrégularité constatée.

Cette pénalité est fixée par la formule : $P = 250 \text{ €} \times \text{Surface concernée par l'irrégularité (en m}^2\text{)}$

La surface à prendre en compte est le produit de la largeur de la bande de répannage par la longueur sur laquelle l'irrégularité est constatée.

5.2.11 Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives aux travaux de signalisation horizontale

1 – Non-respect des performances minimales demandées au CCTP

En cas de non-respect des performances minimales demandées au CCTP, la signalisation horizontale sera refusée et le titulaire procédera, à ses frais, dans le délai d'une semaine pour le marquage neuf et dans le délai d'un mois pendant la période de garantie, à la réfection des marques défectueuses dans les conditions du marché initial, il devra en outre assurer les conséquences de la défaillance du marquage.

2 – Largeur

Si à l'issue des contrôles occasionnels de largeurs de bandes il apparaît que les largeurs sont inférieures aux largeurs de référence, il est appliqué les réfections suivantes :

- Si la largeur moyenne est supérieure ou égale à 90% de la largeur prévue et inférieure à 95% de la largeur prévue, une réfaction égale en € HT à 20% x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle ponctuel.
- Si la largeur moyenne est inférieure à 90% de la largeur prévue, l'entrepreneur procédera, à ses frais, y compris l'exploitation sous chantier, à l'application d'une couche supplémentaire de produit, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit (48) heures après notification des résultats des contrôles et des reprises à effectuer.

3 – Longueur

Si à l'issue des contrôles occasionnels de modules des lignes la moyenne arithmétique des valeurs absolues des écarts de longueur de "plein" d'une part, ou des longueurs de module complet «plein + vide» d'autre part, par rapport aux longueurs théoriques ne sont pas obtenues, il est appliqué les réfections suivantes :

- Si la moyenne est supérieure à 5% de la valeur théorique et inférieure ou égale à 10% de la valeur théorique, une réfaction en H.T égale à 5% x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle occasionnel.
- Si la moyenne est supérieure à 10% de la valeur théorique, une réfaction en H.T égale à 20% x le prix de fourniture et mise en œuvre sera appliquée. Cette réfaction est appliquée à l'ensemble des journées de mise en œuvre depuis le dernier contrôle occasionnel.

5.2.12 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant **de 1 000 €** pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

5.2.13 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.7.1 du CCAP, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 10 000 €**.

5.2.14 Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.7.3 du CCAP, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 5 000 €**.

5.2.15 Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de manquement constaté du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants aux obligations en matière de sécurité et de santé des travailleurs sur le chantier, une **pénalité forfaitaire de 5000 €** sera appliquée. La pénalité s'appliquera par manquement constaté.

En cas de non-respect du port des vêtements EPI, la pénalité s'applique également, tout comme le non-respect de la signalisation et des équipements des véhicules (gyrophare, etc.).

L'arrêt de la prestation pour permettre la mise en conformité du chantier aux regards des obligations susmentionnées ne suspend pas les différents délais prescrits dans la présente et n'ouvre droit à aucune prolongation.

5.2.16 Pénalités pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter l'état de la voirie, et des lieux où il intervient. En cas de non remise en état des lieux après intervention, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire de 2000 €, à laquelle s'ajoute la réfection des lieux.**

5.2.17 Pénalités pour dommage causé à l'environnement

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence ou avec une faible conséquence sur l'environnement ;
- les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables ;
- les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Les tableaux suivant établissent les pénalités environnementales applicables en cas d'infractions constatées pour/ sur le chantier par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. Cette liste est non exhaustive.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité, sous peine de renouvellement de pénalité. En cas de récidive, le montant de la pénalité est doublé.

Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence/ avec une faible conséquence sur l'environnement

- Non respect des législations sur l'environnement - Mauvaise organisation des déchets sur le chantier (non mise en place des dispositions, erreur dans le tri, défaut de stockage, abandon de déchets, mauvaise traçabilité...) - Absence de poubelles au niveau de l'installation de chantier, abandon de déchets sur l'emprise ou en dehors	500 € HT par pénalité, par constatation
- Absence des kits antipollution dans les engins ou sur les zones de travaux - Entretien d'engin ou avitaillement en carburant réalisé en dehors des zones autorisées	1 000 € HT par pénalité, par constatation

Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables

- Pompage d'eau pour les besoins du chantier en dehors des emplacements définis par le maître d'œuvre - Nettoyage insuffisant du chantier et de ses abords - Non respect des autres prescriptions ou exigences environnementales définies au marché et non citées dans cette présente liste	1 000 € HT par pénalité, par constatation
---	--

Le titulaire informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

Le titulaire remédie à ses frais et risques, à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché, en apportant les mesures correctives dans les plus brefs délais.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers. Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires. **Cette retenue est restituée au titulaire dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les mesures correctives apportés par le titulaire.**

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale du titulaire.

5.2.18 Autres pénalités diverses

1 – Absence du titulaire

En cas d'absence du titulaire pendant une fermeture de voie programmée avec l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5 000 €.

4 – Non-respect de la conformité du matériel

En cas de non-respect de la conformité du matériel, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

5 – Éclairage de chantier

En cas de non-respect d'absence ou d'insuffisance de l'éclairage de chantier, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

5.3 Cumul des pénalités

Sauf stipulation expresse particulière, les pénalités citées dans le présent CCAP sont toutes cumulables et n'exonèrent pas l'entreprise de ses responsabilités.

Le montant cumulé des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise.

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les factures par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à la facture est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution conformément au décret 2018-1225 du 24/12/2018.

6.2 Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 10 % du montant initial TTC du montant du marché.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des travaux .

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

7.1 Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

7.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

7.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance de la qualité sont assurées par le :

- Pour le contrôle intérieur (interne et externe) de l'entreprise : par l'entreprise et un laboratoire préalablement soumis à l'acceptation du maître d'œuvre.
- Pour le contrôle extérieur du maître d'ouvrage : par un laboratoire mandaté par le maître d'ouvrage et piloté par le maître d'œuvre.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

7.4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 8. Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages

8.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

8.2 Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

8.3 Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

8.4 Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

8.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 9. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

9.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins du maître d'œuvre :
 - VISA des documents d'exécution, des fiches produites et études de formulation remis par le titulaire ;
 - VISA du calendrier d'établissement des documents d'exécution, du calendrier et du planning d'exécution ;
 - Validation des zones de dépôt et des installations de chantier ;
 - VISA du PAQ, du PRE et du SOGED ;
 - VISA des DESC.
- par les soins du titulaire :
 - Élaboration du programme et du calendrier d'établissement des études et documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation :
 - Le Plan d'assurance Qualité (PAQ) établit en déclinaison du SOPAQ remis à l'appui de son offre, et notamment ses dispositions détaillées (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.) ;

- Les Plan de Respect de l'Environnement (PRE) Schéma Organisationnel pour la Gestion des Déchets (SOGED) établis en déclinaison du SOPRE remis à l'appui de son offre,
- Les copies des DICT et des réponses des concessionnaires ;
- La fourniture du cadre du journal de chantier ;
- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Elaboration du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS au plus tard 30 jours avant la date de démarrage prévisionnelle des travaux.
- Etat des lieux de la voirie avant le démarrage des travaux au plus tard 7 jours avant le démarrage des travaux.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, le VISA du maître d'œuvre est obligatoire avant l'exécution des travaux.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du Maître d'œuvre sur l'ensemble de ces pièces.

9.2 Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Le nommage des fichiers est à mettre en place en concertation avec le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Le maître d'œuvre disposera de 15 jours pour remettre son « Bon pour exécution » ou ses observations pour reprise des documents par le titulaire et à ses frais. Les délais de visa courent à partir de la date de réception.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG, le titulaire disposera alors de 5 jours ouvrés pour émettre un nouvel indice, et le maître d'œuvre de 10 jours ouvrés pour faire ses nouvelles observations et émettre son « Bon pour exécution ».

Tout document validé par le maître d'œuvre passera « BPE » et sera augmenté d'un indice dans les formats et caractéristiques suivants :

- les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf ;
- ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip ;
- leurs noms correspondront au plan de nommage validé entre le titulaire et le maître d'œuvre.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge. Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

9.3 Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

9.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

9.4.1 Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Le maître d'ouvrage ne fournira aucun terrain pour les installations de chantier ou le stationnement du matériel.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

9.4.2 Lieux de dépôt

Les stipulations du CCAG sont applicables de droit.

Le maître d'ouvrage ne fournira aucun terrain pour la mise en dépôt, même provisoire des produits de terrassement, de fraisage ou de balayage.

Le Schéma d'Organisation du Suivi et de l'évacuation des Déchets (SOSED) doit être respecté.

9.4.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris

les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent, constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C. Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage. Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D. Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code du Travail (4^e partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

Le plan de prévention sera rédigé par le titulaire du marché, en collaboration avec l'ensemble des représentants des intervenants sur le chantier,

Il sera ensuite soumis à la validation du représentant du maître d'ouvrage. Les travaux ne pourront commencer sans la validation du représentant de l'acheteur.

Les délais d'exécution tiennent compte de ces sujétions.

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.4.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de la Direction des Routes Île-de-France.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

La signalisation au droit des travaux, aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés est réalisée par l'entreprise, qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

En cas d'urgence, le titulaire se doit d'avertir le maître d'ouvrage de toute anomalie ou dysfonctionnement du matériel de signalisation et se doit de maintenir la signalisation en état, afin d'assurer la sécurité des usagers et du personnel de son chantier.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier, sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122, paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2, « feux spéciaux », de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^e partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

9.4.5 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

9.4.6 Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

9.4.7 Emploi d'explosifs-Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

9.4.8 Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

9.5 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les travaux pourront être réalisés de jour comme de nuit. L'organisation du travail à l'intérieur du chantier et laissé à la libre appréciation du titulaire, sous réserve des obligations relevant du respect du Code du travail.

9.6 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir au maître d'œuvre dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du maître d'ouvrage. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du maître d'ouvrage.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail, articles R.4511-1 à 12, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

9.7 Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Pour l'ensemble des matériels et documents confiés au titulaire par le maître d'ouvrage, l'article 40 du CCAG est applicable.

9.7.1 Prise en charge des installations

Sans objet.

9.7.2 Restitution des installations

Sans objet.

9.7.3 Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Toute la documentation fournie au titulaire pour l'exécution d'un ouvrage est restituée au représentant de l'acheteur au plus tard en même temps que la livraison du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Un constat signé par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur est établi pour contrôler l'état des documents confiés au titulaire lors de la mise à la disposition et lors de la restitution.

9.7.4 Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigés en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

9.8 Conditions d'intervention

Le titulaire doit se soumettre aux consignes de sécurité de la DirIF ainsi que toutes les demandes émanant du Représentant de l'acheteur ou de son représentant sur site. Notamment les consignes de sécurité sur les réseaux des différents arrondissements fournis en annexe.

9.9 Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG.

ARTICLE 10. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

10.1 Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

10.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP sont exécutés :

- Pour ce qui concerne le contrôle intérieur (interne et externe) à la charge de l'entreprise : par un représentant désigné par le titulaire, dans le cadre de son PAQ, ou par un laboratoire proposé par le titulaire à l'agrément du maître d'œuvre.
- Pour ce qui concerne le contrôle extérieur du maître d'ouvrage : par un laboratoire privé du maître d'ouvrage non défini à ce jour.

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10.1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10.2 9-2. Réception

10.2.1 Essais et contrôles des prestations

Par dérogation aux articles 24 et 25 du CCAG, le maître d'ouvrage procédera aux opérations de contrôles listées au CCTP ainsi qu'à toute autre opération de contrôle qu'il jugera utile.

10.2.2 Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

10.2.3 Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

La prise de possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sera précédée d'une réception partielle dans les conditions suivantes :

- Établissement d'un état des lieux contradictoire qui donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Il portera sur l'état de surface de la chaussée et sur l'intégrité des équipements, ouvrages d'art et dispositifs de retenue.

Cette prise de possession anticipée d'ouvrage n'emporte aucune réception. La réception ne peut être prononcée en l'absence des résultats du contrôle intérieur et contrôle extérieur le cas échéant, permettant de certifier la conformité des prestations réalisées aux spécifications du CCTP.

Cette prise de possession à néanmoins pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité dans le cas de dommage causés aux travaux par des tiers dans des conditions normales d'utilisation, et qui n'aurait pas pour origine un défaut d'exécution des prestations.

La remise en circulation des voies à l'issue des phases de balisage a valeur de prise de possession anticipée des ouvrages.

10.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10.5 Documents fournis après exécution

Avant la réception des travaux, l'entreprise devra fournir au maître d'œuvre, en fin de chantier, le dossier des ouvrages exécutés comprenant a minima :

- Les plans de récolement de chaque zone travaux ;
- Les fiches techniques des matériaux et produits utilisés ;
- L'attestation d'application des nouveaux enrobés non amiantés et non contaminés HAP ;
- Les résultats du contrôle externe (avec l'ensemble des compte-rendus du laboratoire sur la mise en œuvre) ;
- Le récapitulatif des non-conformités et de leur traitement.
- Le Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serres (BEGES)
- L'ensemble des données de la centrale (températures de fabrications, cadences, stockages, ...)
- Le journal de chantier.

Il sera mis en place un archivage informatisé des résultats de contrôle qui permettra d'éditer rapidement et de manière fiable les contrôles définis par un ou plusieurs critères de recherche (ouvrage élémentaire, journée d'application, couche élémentaire...).

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Ces plans et documents resteront la propriété de l'administration.

10.6 Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10.7 Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 11. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 12. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'après les articles L 2112-2 et L 2112-4 du Code de la Commande Publique.

12.1 L'éligibilité des publics dans la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées, en regard des articles L 5132-1 et L 5132-13 du Code du Travail par cette action sont notamment :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage), sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois durant les 12 derniers mois)
- les bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi
- les personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau V°, soit niveau inférieure au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes

- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire (inscrit France Travail et en recherche d'emploi depuis au moins 6 mois)
- les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories et validé par le facilitateur préalablement à leur mise à l'emploi.

12.2 Volume d'heures réservé à l'insertion pour l'exécution du marché

Sur la durée totale du marché, le titulaire devra réserver au minimum :

- **150 heures**

La globalisation des heures par le titulaire est autorisée.

12.3 Les modalités de l'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'ACTIVITY.

1. 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail tempo-

raire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

1. 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

12.4 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, un dispositif d'accompagnement piloté par le facilitateur de l'agence ACTIVITY a été mis en place. Le titulaire doit prendre attache avec la facilitatrice avant toute mise en emploi :

Madame Valérie DUMONT

Facilitatrice des Clauses Sociales d'Insertion

Tel : 06.63.61.83.04

Mel : vdumont@agence-activity.fr

Saint-Quentin-en-Yvelines & Terres d'Yvelines

Agence d'insertion Hauts-de-Seine et Yvelines

En outre, le facilitateur a pour missions :

- d'informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner le titulaire dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences), à l'aide d'une fiche de poste établie conjointement par l'entreprise et ACTIVITY ;
- d'accompagner le titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structure spécialisée ;
- d'informer et d'orienter le titulaire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

12.5 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Le Titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 5.2.6 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles ;
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement.

12.6 La globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise titulaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur qui suit la clause, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales mentionné au marché :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord du maître d'ouvrage concerné
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise en poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-4.9	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-7.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2.1	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.4	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	11 et 12 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	18.-2.3 du CCAG
CCAP 5	déroge aux articles	19.2.1 du CCAG
CCAP 5-1	déroge à l'article	19.2.4 du CCAG
CCAP 5-1.1	déroge à l'article	19.2.2 et 19-2.3 du CCAG
CCAP 7-3	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1	déroge aux articles	28-2.2 du CCAG
CCAP 9-2	déroge aux articles	29-1.4 et 29-1.5
CCAP 9-4	déroge à l'article	31 et 34 du CCAG
CCAP 9-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 10-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 10-1.2	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 10-2.1	déroge aux articles	24 et 25 du CCAG
CCAP 10-2.2	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 11	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

c) Normes françaises homologuées

Sans objet.

d) Autres normes

Sans objet.